

## **Dualité oubli et mémoire des atrocités de la guerre pour la communauté de réfugiés centrafricains vivant au Bénin et perspectives pour le développement**

Ingrid Sonya M. ADJOVI, PhD

Sociologie-Anthropologie du Développement,

Ecole Nationale Supérieure des Sciences et Techniques Agronomiques de Djougou,

Université des Sciences, Arts et Techniques de Natitingou, Bénin.

[samysonya@yahoo.fr](mailto:samysonya@yahoo.fr) ; [samysonya@gmail.com](mailto:samysonya@gmail.com)

**Résumé:** Les communautés de réfugiés centrafricains du Bénin réunissent aussi bien les musulmans « Séléka » que les chrétiens « Anti-balaka ». La cohabitation de ces deux groupes rivaux sur le territoire béninois se fait pourtant sans violence contrairement à la réalité quotidienne en République Centrafricaine. La tragédie de la guerre et le spectre des atrocités commises et subies par ces deux communautés demeurent pourtant vivaces dans les esprits. Le devoir d'oubli et la volonté de vivre ensemble dans un autre pays implique une double obligation : celle de la responsabilisation des acteurs et celle du pardon. Dans une démarche sociologique, cette contribution analyse le processus de réconciliation des musulmans « Séléka » et des chrétiens « Anti-balaka » de nationalité centrafricaine, réfugiés au Bénin, et en déduit les enjeux pour le développement de leur pays et celui des autres pays africains. Pour ce faire, les résultats obtenus se présentent de la façon suivante : (i) les origines du conflit, (ii) le déroulement et le bilan du conflit, (iii) le refuge au Bénin et (iv) les enjeux pour le développement du pays.

**Mots-clés :** Conflit armé, paix, réconciliation, réfugié, Centrafrique, Bénin, développement.

**Abstract:** The communities of Central African refugees in Benin also meet many Muslim "Seleka" and Christians "Anti-Balaka". The coexistence of these two rival groups on the Beninese territory yet done without eruption of violence contrary to what continues to be in the Central African Republic. The tragedy of war and the specter of atrocities and suffered by both communities remain yet vivid in people's minds. The forgetting duty and the will to live together in another country implies the double obligation of accountability actors and forgiveness. In a sociological approach, this paper will try to analyze the process of reconciliation between Muslim "Seleka" and Christians "Anti-Balaka" Central African nationality of refugees in Benin to deduce the challenges for the development of their country and other African countries.

To do this, the results are as follows: (i) the origins of the conflict, (ii) the conduct and the results of the conflict, (iii) the refuge in Benin and (iv) the challenges for the country's development.

**Keywords:** Armed conflict, peace, reconciliation, refugee, Central African Republic, Benin, development.

## **1. Introduction**

La République Centrafricaine a un parcours jalonné de crises et conflits depuis l'indépendance en 1960. Ces conflits sporadiques ont très souvent pour cause fondamentale l'exercice du pouvoir politique. Les plus marquants de ces dernières années sont les trois guerres civiles que le pays a connues : celle de 2004-2007, celle de 2012-2013 et celle de 2013-2015. Mais pour appréhender l'origine de ces différents conflits, il faut interroger l'histoire politique du pays.

La dernière guerre en Centrafrique a opposé les rebelles de la Séléka aux Anti-balaka. Cette crise qui perdure depuis 2011 a provoqué un déplacement massif de personnes fuyant les violences. Les populations civiles ont migré vers le Cameroun, le Congo, le Tchad et plusieurs autres pays dont le Bénin.

De nombreux réfugiés centrafricains ont trouvé asile au Bénin, depuis le début de la guerre dans leur pays. Là-bas, les deux communautés musulmanes et chrétiennes représentées respectivement par les groupes Séléka et Anti-balaka se côtoient sans risque malgré la persistance du conflit dans le pays d'origine. Les récits des atrocités commises par les deux groupes aux communautés de réfugiés vivant au Bénin par les nouveaux réfugiés arrivant tendent à renforcer le choc des survivants traumatisés et à attiser les haines entre chrétiens et musulmans.

L'objectif de cette contribution scientifique est de comprendre le conflit, le mécanisme de réconciliation en cours dans ces communautés de réfugiés au Bénin tout en expliquant la double obligation de responsabilisation des acteurs et de pardon. Cette recherche s'achève par une analyse des enjeux développementistes de ce conflit sur la Centrafrique.

## **2. Matériel et méthodes**

La présente recherche, essentiellement qualitative, a mis à contribution plusieurs techniques de collecte des données et les outils associés à chacune d'elles.

La technique d'échantillonnage par choix raisonné a permis de mettre en œuvre des logiques d'échantillonnages différentiels pour les personnes ressources et pour les réfugiés centrafricains. Au total, un échantillon de 19 personnes a été constitué pour cette recherche.

Au niveau institutionnel, les structures-clés impliquées dans la gestion des réfugiées ont été identifiées. Il s'agit notamment du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), de la Commission Nationale d'Assistance aux Réfugiés (CNAR) et de l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC), structure sous tutelle du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et des Cultes. Dans chacune de ces structures, un entretien semi directif a été réalisé avec une personne ressource imprégnée de la problématique des réfugiés au Bénin.

En ce qui concerne les réfugiés centrafricains, l'échantillon initial de recherche était composé de 37 réfugiés soit 10% de la population de réfugiés centrafricains du Bénin (368 en 2015). Sur cette base, et avec la technique d'échantillonnage aléatoire simple utilisant la liste de ces 368 réfugiés, 37 ont été identifiés et contactés dans le cadre de la collecte des données. Cependant, après 16 entretiens individuels, le seuil de saturation a été atteint.

Les informations recueillies auprès des sources orales ont été transcrites, analysées et interprétées suivant les grands axes thématiques de cette recherche. Plusieurs sources écrites ont été mises à contribution pour la revue documentaire actuelle.

Cependant, il convient de relever certaines difficultés et limites liées à la réalisation de cette recherche. La principale difficulté est la résistance de certains réfugiés à participer à des entretiens les obligeant à revivre des événements traumatisants. Grâce à la promesse de ne pas insister sur certains événements perturbants pour eux, leurs craintes ont pu être apaisées. La présente réflexion relate et analyse des événements qui se sont passés pour une part hors du territoire béninois, il est possible que des erreurs liées à l'interprétation (des témoins les ayants vécus) et une certaine part de subjectivité (liée à la perception propre à chaque auteurs) constituent une limitent à la portée de ce travail.

### **3. Résultats et discussions**

La troisième guerre civile centrafricaine apparue en 2013 a ses racines enfoncées dans un substrat social marqué par des rapports inter-ethniques, inter-religieux et politiques en décomposition. Ses origines remontent à plusieurs décennies. Elle oppose notamment les milices de la Seleka, à majorité musulmane et fidèle au président Michel Djotodia, à des groupes qui affirmaient avoir pour raison d'être l'auto-défense de la majorité chrétienne, les Anti-balaka, fidèles à l'ancien président François Bozizé renversé par la Séléka en 2013.

Le 05 décembre 2013, de violents combats éclatent à Bangui et Bossangoa. Ce conflit est marqué par de nombreuses exactions commises contre les populations civiles (musulmanes ou chrétiennes). Un grand nombre de personnes fuient Bangui par le fleuve Oubangui, affluent du fleuve Congo et frontière naturelle avec la République Démocratique du Congo. D'autres fuient les villes environnantes et les villages pour se réfugier dans la brousse. D'autres encore adoptent une stratégie d'éloignement plus poussée et fuient vers des pays plus éloignés comme le Bénin. La situation débouche sur une importante crise humanitaire.

Quelles sont les origines de ce conflit ? Comment s'est-il déroulé ? Comment les réfugiés centrafricains sont-ils arrivés au Bénin ? Comment la cohabitation en groupes antagonistes se fait-elle au Bénin ? Quels sont les multiples enjeux de ce conflit pour le développement des pays africains ? Autant de questionnements auxquels cette contribution tente de trouver des réponses.

#### **3.1. Les origines du conflit**

Après l'indépendance le 13 août 1960, de l'ancienne colonie française d'Oubangui-Chari, devenue Centrafrique, le pays est marqué par une succession de coups d'Etat, de renversements du pouvoir et d'assassinats politiques. Les années 1990, marquant le début du renouveau démocratique dans les pays africains, n'ont pas dévié la Centrafrique de ses habituelles violences sociopolitiques (Dignat, 2014).

Durant l'année 1990, la situation économique du pays demeure médiocre entre autres à cause des restrictions imposées par le Fonds Monétaire Internationale (FMI) et la Banque Mondiale (BM) aux pays africains. Le peuple centrafricain aspire à la démocratie à l'instar des autres pays d'Afrique où les conférences nationales promettent l'application d'un idéal démocratique. À Bangui, une manifestation organisée en octobre 1990 par la coordination de l'opposition tourne à l'émeute.

Le général André Kolingba cède aux revendications du peuple mécontent, sous la pression de l'extérieur. Lors de l'élection présidentielle d'août-septembre 1993, André Kolingba et David Dacko sont éliminés au premier tour. Le candidat Ange-Félix Patassé l'emporte finalement sur

Abel Goumba, son principal rival, au second tour. Cependant, l'occasion de renouveler le personnel politique n'a pas été saisie par le pays car les anciens protagonistes du monde politique sont demeurés sur le devant de la scène.

Les espoirs que le peuple fondait sur la démocratie commencent à s'effondrer, les grognements naissent et s'accumulent. Aussi, vers la fin des années 1990, les conflits pour le contrôle et l'exercice du pouvoir politique se concentrent dans la capitale Bangui.

Durant quatre mutineries dans l'armée entre 1996 et 1997, Bangui a été fragmentée selon une ligne sud-nord, entre les quartiers des partisans d'André Kolingba et ceux d'Ange-Félix Patassé. La ville a été bâtie, suivant des fractures ethniques renforcées par des inégalités socio-économiques (Chauvin, 2009). Au cours des mutineries, des nettoyages ethniques sont orchestrés, les quartiers assimilés à des ethnies et à des tendances politiques ont servi de terrain pour le déroulement des hostilités. Des barrages routiers et des barricades ont divisé la ville durant plusieurs semaines (Chauvin, 2009). Ces tueries raniment les haines entre chrétiens et musulmans centrafricains séparés des différences identitaires, ethniques et culturelles.

Malheureusement, les clivages ethniques ne sont pas les seuls maux que dissimule la dernière guerre centrafricaine. D'autres problèmes sociaux tacites tels les tensions religieuses, la pauvreté, l'inégale répartition des richesses du pays, demeurent.

Durant la nuit du 27 au 28 mai 2001 a eu lieu une tentative de coup d'état contre le président Ange-Félix Patassé. Il s'en suit une guerre civile désastreuse, en termes de destruction d'infrastructures et de morts. « La guerre de 2001 n'a pas été facile chez nous. Des gens armés passaient de maison en maison à Bangui pour tuer les hommes. » (Extrait d'entretien réalisé avec M. P., réfugiée RCA, Cotonou, 07/04/2016).

Pour Laurence Porgès, les raisons du putsch sont essentiellement les réconciliations de façade entre les camps Patassé et Kolinga, et une situation économique nationale qui se détériore (Porgès, 2001).

Après l'échec du coup d'état de 2001, le président Patassé est renversé par le général François Bozizé (son ancien chef d'état-major des armées) grâce au sixième coup d'État depuis son élection en 1993.

Le nouveau régime bénéficie du soutien du peuple et de l'adhésion d'un grand nombre de forces politiques du pays. La République Centrafricaine entame une transition devant permettre l'organisation de nouvelles élections présidentielles. Pour Laloukpa François (2003), cette transition représente un véritable pari de reconstruction d'un pays en situation de décomposition avancée, à l'économie sinistrée et au tissu social disloqué.

Le 8 mai 2005, François Bozizé remporte l'élection présidentielle organisé par le régime de transition qu'il dirige. Plusieurs mouvements rebelles hostiles au pouvoir se créent, dont l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UDFR), le plus important d'entre eux dans le nord-est du pays, conduit par Michel Djotodia. C'est le début d'une nouvelle guerre civile entre l'armée régulière et les rebelles de l'UDFR. L'année 2008 est marquée par la création du mouvement rebelle CPJP (Convention des patriotes pour la justice et la paix), majoritairement originaire du nord du pays.

Après la réélection de François Bozizé avec plus de 64% des voix contre Ange-Félix Patassé, le 23 janvier 2011, le groupe Séléka se forme grâce à des groupes dissidents provenant de l'UDFR et de

la CPJP. De petits groupes rebelles reprennent les armes et dénoncent le non-respect des accords de paix signés en 2007 et en 2011. Ils s'emparent de plusieurs villes stratégiques du centre et du nord du pays. Après l'intervention de plusieurs chefs d'Etats africains, les deux camps rivaux s'ouvrent au dialogue et signent l'accord de Libreville, le 11 janvier 2013. Un gouvernement d'union nationale est formé. Des portefeuilles ministériels sont offerts à la rébellion. Très vite, la Séléka s'insurge contre le non-respect par François Bozizé des engagements pris par lui lors de la signature de cet accord et exige, entre autres, la libération de tous les prisonniers politiques et le départ des forces étrangères sous 72 heures. A l'expiration de l'ultimatum le 20 mars 2013, les rebelles annoncent leur intention de reprendre les armes et trois (03) jours plus tard, ils font leur entrée dans la capitale Bangui. Les rebelles de la Séléka annoncent la prise du palais présidentiel le 24 mars 2013 : le président François Bozizé prend la fuite (France 24, 2013).

### **3.2. Le déroulement et le bilan du conflit**

La crise qui sévit en Centrafrique depuis mars 2013 n'était pas à l'origine une guerre de religion entre chrétiens (80 % de la population) et musulmans (10 %), selon Barwendé (2015). C'était une crise militaro-politique qui a eu des conséquences religieuses.

En effet, après la victoire militaire de la rébellion Séléka qui signifie « alliance » en langue sango, le 24 mars 2013 sur François Bozizé Président en exercice de la République Centrafricaine (lui-même arrivé au pouvoir après un coup d'État en 2003), la paix et la quiétude ne sont pas revenues dans le pays.

Ainsi, suite au renversement du gouvernement du président François Bozizé par Michel Djotodia, chef de la Séléka composée principalement de musulmans venus du nord du pays, du Tchad et du Soudan, s'illustre par des violences, des tueries, des incendies et des pillages de villages et d'églises selon les récits recueillis. Les témoignages des rescapés montrent que les nouvelles cibles des Séléka ne sont plus uniquement les proches du président Bozizé, mais les populations de confession chrétienne en général. Pour les troupes de base Séléka, la victoire sur Bozizé a été celle de l'islam contre le monde chrétien et l'Occident.

J'étais au marché avec ma mère quand les Séléka sont arrivés. Ils demandent les boutiques des chrétiens. Ils tuent les hommes qui tentent de s'opposer, violent les femmes, pillent les marchandises. Tout le monde courait partout. Nous avons fui. Quand nous sommes rentrées chez nous, notre voisin, un musulman nous a dit que mon mari avait été emmené par les Séléka. Nous avons fui vers les villages. (Extrait d'entretien réalisé avec E. S., réfugiée RCA, Cotonou, 07/04/2016.)

Les exactions commises par les rebelles Séléka contre les populations civiles chrétiennes ont provoqué la riposte des jeunes de Bangui organisés au sein des Anti-balaka.

Les affrontements entre Anti-balaka (« anti-machettes » en langue sango) et les troupes de la Séléka se multiplient dans tout le pays à partir d'octobre 2013. L'État ne semble plus en mesure de faire régner la paix. Les Anti-balaka sont rapidement instrumentalisés par les partisans de François Bozizé (source données de terrain, 2016). Selon certains enquêtés, ces violences sont organisées contre la communauté civile musulmane sous prétexte de protéger les innocents chrétiens et de sécuriser le pays. Et pourtant les deux communautés ont été ravagées.

Dans un contexte marqué par un chaos généralisé avec l'affaiblissement de l'Etat de Droit et la quasi-absence d'autorité légitime reconnue, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine

(UA) autorise le déploiement de la Mission Internationale de Soutien en République Centrafricaine (MISCA). Cette mission est approuvée le 5 décembre 2013 par le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui autorise le déploiement de 6000 soldats de l'Union Africaine ainsi que l'Opération Sangaris de l'armée française avec ses 2000 soldats (CA/ONU, 2013).

Mais sur le plan politique, les désaccords entre le président Michel Djotodia et le premier ministre Nicolas Tiangaye ne permettent pas de donner l'impulsion nécessaire au processus de transition : les autorités sont divisées au sommet de l'Etat et les troupes Séléka ne suivent plus les ordres de la hiérarchie entravée par des problèmes de leadership. L'armée régulière accusée de supporter François Bozizé, n'existe quasiment plus car ses officiers sont soit assassinés, soit en fuite.

Face à un conflit qui semble ne plus vouloir prendre fin en Centrafrique et la menace terroriste constituée par l'organisation Boko Haram pour les pays situés dans le périmètre du Lac Tchad (Nigéria, Tchad, Cameroun et Niger), les pays de cette région organisent un Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement au Tchad. Au sommet de N'Djamena, le 10 janvier 2014, les chefs d'Etat de la sous-région contraignent Michel Djotodia et son gouvernement à démissionner. Ils s'exilent au Bénin.

Le 20 janvier 2014, Catherine Samba-Panza (ex-maire de Bangui) est élue à la tête du gouvernement de transition, avec André Nzapayeke comme premier ministre. En dépit des efforts de la MISCA et de l'Opération Sangaris, la Séléka et les Anti-Balaka poursuivent les exactions sur les populations civiles.

La présidente Catherine Samba-Panza doit diriger un pays détruit, qu'elle gouverne difficilement. Après sept mois de transition, à la faveur d'un nouveau sommet à Brazzaville (République du Congo), le premier ministre André Nzapayeke démissionne et est remplacé par Mahamat Kamoun, qui met en place un nouveau gouvernement de transition. Conformément à la Résolution 2149 du Conseil de sécurité des Nations unies, le 15 septembre 2014, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation de la Centrafrique (MINUSCA) entre officiellement en fonction, en remplacement de la MISCA.

En 2015, la confiance vis-à-vis des troupes étrangères est mise à mal par de nombreuses accusations de violences sexuelles sur des mineurs (Le Monde du 08/12/2015). La multiplication de ces accusations provoque une grande colère dans le monde. C'est ce qu'illustre l'extrait du texte suivant:

Les accusations ne se limitent pas aux soldats français. Le 11 août, Amnesty International publiait un rapport étayant des soupçons de viol sur une fillette de 12 ans commis le 2 août par des casques bleus camerounais et rwandais. Quinze jours plus tard, l'ONU informe la RDC que trois casques bleus issus de ses rangs sont accusés de viol à l'encontre de jeunes femmes, dont une mineure. A peine un mois plus tard, le 11 septembre, de nouveaux casques bleus sont accusés d'avoir agressé sexuellement une jeune fille en RCA. On parle désormais dans les rangs de l'ONU de 17 affaires de viol. Mais dès le 12 novembre, de nouvelles accusations sont avancées. Elles émanent de trois adolescentes, âgées de 14 à 17 ans, qui vivent dans des camps pour personnes déplacées non loin d'une base où stationnent plus de 500 casques bleus, originaires principalement de République Démocratique du Congo, du Bangladesh et du Cameroun. Enfin, la dernière affaire en date, signalée début janvier, concerne des soldats du Maroc, du Gabon et d'Egypte, selon des sources aux Nations unies. D'après le quotidien *Les Dépêches de Brazzaville*, citant le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, « les quatre fillettes présumées victimes de ces nouvelles agressions

sexuelles ont été interrogées et placées sous la garde des enquêteurs de l'Unicef.(Extrait du journal *Le monde*, publication du 07/01/2016).

La lenteur de réaction de l'ONU a entaché la crédibilité de cette organisation dans la gestion de ce scandale.

L'exclusion, la marginalisation, l'injustice, l'insécurité, la discrimination et le refus d'accepter "l'autre", la confiscation du pouvoir, la mauvaise gouvernance et la corruption sont à l'origine de cette crise. La République centrafricaine (RCA), qui connaît des coups d'État à répétition, peine depuis 1960, année de son accession à l'indépendance, à se doter d'un État stable avec des institutions fortes et des politiques démocratiques.

En 2015, plus de 451 000 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays depuis l'éclatement de la crise actuelle, en décembre 2013 (Commission Européenne/ Aide humanitaire et protection civile, 2016). Selon les sources de l'ONU, la population musulmane de Bangui a considérablement diminué et vit actuellement en état de quasi enclavement.

Selon les sources des organisations internationales, un nouveau cycle de troubles, qui a débuté fin septembre 2015, aggrave la situation. Des combats éclatent entre des groupes rivaux dans la capitale, Bangui, le 26 septembre, faisant 75 morts et plus de 400 blessés. Ces affrontements entraînent le déplacement de plus de 20.000 personnes (portant le total de Personnes Déplacées Internes ou PDI dans la capitale à 58.000 personnes). Depuis lors, les incidents violents se sont poursuivis à Bangui et étendus à la province (Batangafo, Bambari). (Commission Européenne/ Aide humanitaire et protection civile, 2016).

Avec la visite du Pape François en Centrafrique le 29 novembre 2015, les efforts pour réconcilier musulmans et chrétiens semblent aboutir. Après les élections présidentielles du 14 février 2016, Faustin Archange Touadéra est élu Président de la République Centrafricaine. Mais l'ampleur de la destruction du tissu social et économique occasionné par la guerre ne permet pas encore le rétablissement total de la paix et de la sécurité en Centrafrique.

### **3.3. Le refuge au Bénin**

Les relations entre le Bénin et la Centrafrique sont historiques. Selon les propos des réfugiés interrogés sur la question, le Bénin, ancien quartier latin de l'Afrique, a toujours été une destination très prisée en matière d'enseignement secondaire et supérieur pour les ressortissants des pays de l'Afrique centrale. En effet, de nombreux jeunes centrafricains sont envoyés par leurs parents au Bénin pour faire des études dans les établissements d'enseignement et de formation dont regorge le pays.

De plus, le cadre hospitalier et sanitaire du Bénin offrant de meilleures opportunités, l'élite (familles des hommes d'Etat, des fonctionnaires et des grands commerçants) de ce pays vient souvent au Bénin pour bénéficier des soins de santé.

Le Bénin n'est pas un pays inconnu pour les centrafricains. Les anciens présidents François Bozizé et Michel Djotodia ont tous les deux vécus ici en exil. Pour preuve, Bozizé est chrétien céleste et vient tout le temps à Sème pour la grande messe du 24 décembre. Djotodia, lui est marié à une béninoise. Ils ont des maisons ici et certains de leurs parents ont ou enfants ont faits leurs études

ici. (Extrait d'entretien réalisé avec S. A., un responsable institutionnel, Cotonou, 08/04/2016).

Cet élément confirme l'historicité des relations entre les peuples centrafricains et béninois. Et permet d'amorcer le refuge proprement dit au Bénin.

Les tueries orchestrées en Centrafrique par les groupes armés Séléka et Anti-Balaka ont provoqué le déplacement de plus de 450.000 personnes à l'intérieur du pays, dont plus de 48.000 dans la capitale, Bangui (Commission Européenne/ Aide humanitaire et protection civile, 2016). Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), de nombreux centrafricains ont dû fuir vers les pays voisins soit environ 463.500 personnes. Les Nations Unies estiment à 2,7 millions, le nombre de personnes nécessitant une assistance humanitaire et environ 2,5 millions celui de personnes en situation d'insécurité alimentaire (Commission Européenne/ Aide humanitaire et protection civile, 2016). Plusieurs infrastructures ont été totalement détruites. Des pillages sont orchestrés dans les commerces et les résidences. L'administration quant à elle est totalement désorganisée.

L'on estime à 368 le nombre de réfugiés centrafricains vivant au Bénin (CNAR, 2015). Le Choix du Bénin comme pays d'asile est à dessein. Pour certains, environ 12,5% de l'échantillon constitué, le Bénin est un pays de paix, internationalement connu pour la quiétude sociale et l'hospitalité des populations. Pour d'autres, environ 31,25%, un membre de la famille a vécu ou vit toujours au Bénin. Par conséquent, c'est à cause des facilités de prise de contact et d'intégration que le Bénin a été choisi. Le motif du voyage au Bénin de ces proches parents ou amis est souvent la réalisation des études universitaires dans les nombreux établissements privés du Bénin. Pour les derniers, c'est-à-dire la grande majorité des réfugiés (43,75%), le choix du Bénin est accidentel compte tenu des circonstances d'instabilités dans leur pays d'origine.

Ces derniers ont usé d'une stratégie particulière pour venir au Bénin. Aux dires de ces personnes, seuls les alentours de l'aéroport de Bangui était sécurisé entre décembre 2013 et janvier 2014. Pour sauver leurs vies et celles de leurs proches, bon nombre d'entre eux y ont trouvé refuge car ce site était sécurisé par les troupes françaises.

Parmi les réfugiés ayant affirmé avoir choisi le Bénin de façon accidentel, d'autres disent qu'une opportunité s'est présentée à eux sous la forme d'un réseau vendant des actes de naissances béninois à Bangui pour faciliter le rapatriement des béninois vivants en Centrafrique en janvier 2014.

En effet, face à la situation politico-sociale très dégradée en République Centrafricaine, le Gouvernement de la République du Bénin, à l'instar d'autres pays de la sous-région ouest africaine, a décidé de procéder au rapatriement de ses ressortissants vivant à Bangui.

Plusieurs vols ont donc été effectués entre Cotonou et Bangui pour rapatrier les volontaires béninois entre le 11 et le 15 janvier 2014. Le nombre de personnes rapatriées au Bénin est estimé à 500.

Selon une source institutionnelle, à l'issue de l'opération de rapatriement, il s'est avéré que ces personnes, enregistrées par le Consulat du Bénin en Centrafrique sous des identités béninoises, n'étaient béninois que « sur papier ». A la grande consternation des autorités béninoises, pas une seule personne sur les 500 rapatriées n'était vraiment de nationalité béninoise. Tous étaient des



centrafricains qui se faisaient passer pour des Béninois, juste pour fuir les hostilités de leur pays en sang.

Pour accueillir les béninois rapatriés volontaires de la Centrafrique, un important dispositif a été mis en place. Il comportait une délégation de chacun des ministères sectoriels impliqués : le ministère de l'intérieur pour assurer la sécurité et donner des vivres et matériels aux rapatriés, le ministère des affaires étrangères en relation avec le consulat du Bénin en RCA, le ministère de la famille pour la solidarité envers les personnes vulnérables et le ministère de la santé pour les premiers soins et les vaccinations. Mais arrivés au Stade de l'Amitié où ces personnes ont été provisoirement logées, une fois les vérifications d'identités effectuées, il s'est avéré que tous étaient de nationalité centrafricaine. (Extrait d'entretien réalisé avec A.A., responsable institutionnel, Cotonou, 08/04/2016).

Il ressort de ce témoignage que pour sauver leurs vies et celles de leurs proches, les réfugiés n'ont pas hésité à adopter des stratégies pouvant leur valoir des sanctions pénales dans un autre pays.

Enfin, deux personnes (12,5%) interrogées ont révélées qu'elles avaient initialement fui au Cameroun où elles ont obtenu le statut de réfugié dans le camp de réfugiés de Timangolo. Malheureusement, les tensions entre réfugiés centrafricains chrétiens et musulmans les a poussé à fuir vers un autre pays leur garantissant un meilleur climat sécuritaire, d'où le choix du Bénin. Cette situation est illustrée par l'article du journal La Croix du 16/09/2014 qui affirme que dans le camp de Timangolo, 95 % des réfugiés centrafricains sont des musulmans. Ils étaient en butte à l'hostilité de la population locale (camerounaise) qui les soupçonne d'être parties prenante dans le conflit d'une part et en hostilités avec les réfugiés centrafricains chrétiens.

Le parcours vers une nouvelle terre d'asile bien que jonché d'embûches, est parfois le seul recours pour survivre à la généralisation de la violence, au spectre de la mort.

Aux dires des réfugiés approchés, contrairement à ce que pensent certains, la cohabitation entre chrétiens et musulmans dans leur communauté au Bénin se fait sans heurt.

« Quand je suis arrivée, c'est un policier béninois qui m'a emmenée sur sa moto au HCR. Là, ils ont appelé une dame centrafricaine qui est venue me chercher. Je n'avais pas d'argent et j'étais seule avec ma fille. C'est elle qui a tout fait pour moi depuis 2013. Elle est musulmane, son frère était ministre de l'intérieur pour Djotodia. Moi je suis chrétienne. Donc quand les gens parlent là, ça ne se passe pas comme ça ici au Bénin » (Extrait d'entretien réalisé avec D. E., réfugié RCA, Cotonou, 07/04/2016).

« [...] le centrafricain pardonne vite. Avec tout ce qu'il y a eu comme guerre chez nous, (hum), on n'a pas le choix. On doit vivre ensemble même si à la moindre chose on s'énerve et on prend les armes. Ici au Bénin, chrétien ou musulmans, nous avons tous perdus des proches. Certaines femmes ont été violées, d'autres ont perdu leurs maris, pères ou frères. C'est tout le monde qui a souffert. Donc on ne fait pas de séparation. » (Extrait d'entretien réalisé avec E. S., réfugié RCA, Cotonou, 07/04/2016).

Ces verbatim démontrent qu'au-delà des traumatismes subis et des séquelles de la guerre, les communautés chrétiennes et musulmanes semblent se pardonner pour pouvoir survivre ensemble dans un nouveau contexte social. Les clivages ethniques et religieux semblent se dissoudre face à l'impératif de la survie. Au-delà de ce besoin de pardonner pour aller de l'avant, certains entretiens révèlent que depuis la pacification des belligérants opérée par le Pape François lors de sa visite en RCA en novembre 2015, Séléka et Anti-balaka sont aux dires des enquêtés manipulés par des parties étrangères peu favorables au rétablissement de la paix.

La dialectique mémoire et oubli est au cœur de la construction de la réalité sociale. Selon Nicole Lapierre (1989), malgré la diversité des objets de l'histoire, la mémoire sociale dispose de mécanismes tels que les commémorations, les archives, l'art pour se maintenir. Pour elle, « contre les révisions, les falsifications, les mensonges de l'histoire officielle, la mémoire, parfois, résiste et veille » (Lapierre, 1989: 6).

Comme le montre le philosophe Paul Ricoeur (2000) dans *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, la construction de l'histoire d'un groupe fait recours à la mémoire collective qui engendre des enjeux identitaires et politiques des usages, et des détournements ou abus, aussi bien de la mémoire que de l'oubli. Pour l'auteur, la véritable question est celle de la représentation du passé : « qu'en est-il de l'énigme d'une image [...] qui se donne comme présence d'une chose absente marquée par le sceau de l'antérieur » (Ricoeur, 2000: 2). Dans une telle perspective, on peut traduire autrement le comportement des réfugiés centrafricains au Bénin. On pourrait conclure que ce n'est pas le phénomène du pardon mutuel qui amène ces communautés à vivre ensemble mais plutôt la construction de la mémoire collective à travers l'édification d'une nouvelle représentation du passé. Cette nouvelle mémoire collective comportant des trop et des manquant de souvenirs déformés.

La capacité de dépasser les événements passés pour vivre ensemble, bien qu'importante, ne permet pas de repenser cette guerre dans une perspective de développement. Comment peut-on appréhender les enjeux de ce conflit pour la Centrafrique et les pays frontaliers du théâtre de la guerre?

### **3.4. Enjeux du conflit pour le développement de la RCA et paradoxes du développement en Afrique**

Il est important de cerner les enjeux des conflits pour le développement des pays africains impliqués en l'occurrence la République Centrafricaine. La dernière guerre centrafricaine est caractérisée par un enchevêtrement de plusieurs types de guerres: les haines religieuses, tribales, ethniques, malgré la formation de groupes activistes et rebelles (Séléka et Anti-balaka), on observe l'absence d'un réel soutien populaire, les violences décentralisées et des activités parallèles d'assassinat, de viols et de pillages.

Comme le montre la première partie de la restitution des résultats de ce travail, les origines de la guerre centrafricaine sont avant tout historiques, liées aux inégalités sociales, à des haines tribales et religieuses et à la gestion du pouvoir politique.

La République Centrafricaine est un pays très riche en ressources naturelles. Elle a dans sa partie septentrionale deux bassins sédimentaires susceptibles de renfermer des hydrocarbures. Ces bassins sont celui de Doséo inscrit dans la continuité de celui de Doba dont les potentiels pétroliers sont prouvés et le bassin de Salamat (Koyagbele, 2015).

On trouve aussi en Centrafrique des gisements de diamant. L'exploitation est essentiellement artisanale ou semi-industrielle. Les régions diamantifères les plus connues sont la formation de Carnot située à l'ouest du pays et de Mouka-Ouadda, dans la partie est du pays.

En dehors de ces ressources naturelles, la Centrafrique produit de l'or et du bois, le commerce de l'ivoire étant exclusivement détenu par les braconniers. Ces richesses constituent d'importants moyens de financement des conflits et un paradoxe du développement pour la Centrafrique. Comment comprendre qu'un pays ainsi doté par la nature soit l'un des plus pauvres du monde ? Selon le classement de Forbes, basé sur des données du FMI, la RCA occupe le 2<sup>ème</sup> rang avec un PIB par habitant en dollars US de 338,7.

Pour Philippe Hugon (2009), un État détenteur de ressources en hydrocarbures a neuf fois plus de risques d'être le théâtre de conflits armés qu'un État non pourvu. « Les ressources naturelles peuvent fournir les moyens de financer les rébellions motivées par des intérêts autres que les ressources elles-mêmes. Elles peuvent, étant concentrées dans un territoire délimité, favoriser des tentatives sécessionnistes. Elles conduisent à des comportements rentiers interdisant ou retardant des institutions fortes » (Hugon, 2009: 63).

Le diamant centrafricain est très recherché pour sa qualité supérieure, affirment les enquêtés. Selon leurs dires, c'est un diamant destiné, essentiellement, à la joaillerie. Avant la crise, environ 300.000 carats étaient extraits par an. Estimés à 120 000 FCFA (180 euros) chacun, ils équivalaient, au total, à 36 000 000 000 FCFA (54 000 000 euros) (Akouissoune, 2015). Et ceci, sans une réelle estimation des revenus provenant des autres ressources minières du pays.

Les guerres sporadiques en Centrafrique semblent avoir pour véritable enjeu la main mise sur les ressources naturelles du pays. La détention de ces importants gisements de minerais au lieu de constituer un atout pour le développement du pays est constitutif de blocage pour le développement de la République Centrafricaine qui semble indéfiniment perdue dans un labyrinthe sans issue.

Les affrontements intercommunautaires ont transformé ce pays en une nation dont les frontières n'existent plus que sur carte, étant donné que l'autorité gouvernementale arrive à peine à s'exercer à Bangui, la capitale. Le conflit centrafricain a pour conséquence majeure la déstabilisation de la région où l'Etat a perdu le contrôle de l'exploitation des ressources minières. Cette instabilité pourrait envenimer les anciens foyers de guerres comme le Soudan, le Darfour ou le terrorisme avec la secte Boko Haram.

Dans la majorité des pays africains, le développement demeure un projet dont la réalisation ne cesse de se confronter à d'innombrables difficultés. Les ressources naturelles, abondantes sur le continent, ne contribuent que rarement à financer le développement qui est réalisé sur la base des ressources mobilisées grâce aux aides publiques au développement (APD). Les ressources naturelles sont sous la main mise de groupes organisés ou non, qui les gaspillent au détriment des populations dans le besoin. L'enferment des pays africains dans ce paradoxe du développement est un réel frein au décollage économique, politique et social du continent.

## **Conclusion**

La crise politique centrafricaine de 2013 invite à analyser la complexité de la situation de ce pays. Plusieurs causes, internes (mauvaise gouvernance) et externes (interventions de pays étrangers), alimentent les violences. La composante religieuse est à prendre en compte dans ce pays multiconfessionnel. Mais les clivages religieux ne sont qu'un des innombrables facteurs de conflits, au même titre que les inégalités sociales, la corruption et le faible niveau d'accès à l'instruction de la population dans le pays.

Vue l'histoire tumultueuse qui caractérise la Centrafrique, la guerre n'est pas une fatalité. Mais les peuples d'Afrique doivent apprendre à s'unir pour affronter les violences qui prennent de plus en plus d'ampleur dans le monde d'aujourd'hui.

Aussi, il serait opportun de réfléchir sur la contribution des diasporas africaines le développement de leurs pays.

## Références bibliographiques

- Akouisonne Joseph, 2015, « Centrafrique : l'or et les diamants de la misère un peuple dépossédé ». In *Afrique News Info (ANI)*. [En ligne] Disponible à l'URL : <https://afriquenewsinfo.net/2015/05/30/centrafrique-lor-et-les-diamants-de-la-misere-un-peuple-depossede/>. (Consultée le 12/03/2016).
- Barwendé M. Sané, 2015, « Anatomie du conflit centrafricain ». In *Relations*, Numéro 776, janvier-février 2015, 9.
- Chauvin Emmanuel, 2009, « Rivalités ethniques et guerre urbaine au cœur de l'Afrique - Bangui (1996-2001) ». In *Enjeux*, numéro 40 : 30-38.
- Cochez Pierre, 2014, « Au Cameroun, des réfugiés oubliés ». In *La Croix*. [En ligne] Disponible à l'URL : <http://www.la-croix.com/Monde/Au-Cameroun-des-refugies-oublies-2014-09-16-1207008>. (Consultée le 25/04/2016)
- Commission Européenne/ Aide humanitaire et protection civile, 2016, « République Centrafricaine : Fiche info ». In ECHO, 5.
- Dignat Alban, 2014, « 13 août 1960 : la République centrafricaine, de l'indépendance au chaos ». In *Hérodote*, [En ligne] Disponible à l'URL : [https://www.herodote.net/13\\_aout\\_1960-evenement-19600813.php](https://www.herodote.net/13_aout_1960-evenement-19600813.php). (Consulté le 10 avril 2016)
- France 24, 2013, *Titre : Afrique, République de Centrafrique : 1993 - 2013 : vingt ans d'instabilité politique en Centrafrique*, [En ligne] Disponible à l'URL : <http://www.france24.com/fr/20121227-centrafrique-chronologie-dates-principaux-evenements-bozize-rebellion-arm%C3%A9e-seleka> . (Consultée le 10/04/2016).
- Hugon Philippe, 2009, « *Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains* ». In *Hérodote* 2009/3 (n° 134), Paris, édition La Découverte : 63-79.
- Koyagbele Bida, 2015, *La crise centrafricaine ou la guerre du pétrole : Histoire et enjeux*. [En ligne] Disponible à l'URL : <http://takaparennews.over-blog.com/2015/06/la-crise-centrafricaine-ou-la-guerre-du-petrole-histoire-et-enjeux.html>.
- Laloupo Francis, 2003, « Coup d'État réussi en Centrafrique ». In *Géopolitique africaine*. Numéro 11 : 141-149.
- Lapierre Nicole, 1989, « Dialectique de la mémoire et de l'oubli ». In *Communications – La mémoire et l'oubli*, Volume 49 Numéro 1 : 5-10

Le Monde, 2015, Accusations de viols en Centrafrique : quatre soldats français entendus par la justice. [En ligne] Disponible à l'URL : [http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2015/12/08/accusations-de-viols-en-centrafrique-premieres-auditions-de-militaires-francais\\_4826921\\_1653578.html](http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2015/12/08/accusations-de-viols-en-centrafrique-premieres-auditions-de-militaires-francais_4826921_1653578.html). (Consultée le 28/04/2016)

Le Monde, 2016, *En Centrafrique, les accusations de viols d'enfants se multiplient contre les soldats étrangers*. [En ligne] Disponible à l'URL : [http://www.lemonde.fr/international/article/2016/01/07/en-centrafrique-les-accusations-de-viols-d-enfants-se-multiplient-contre-les-soldats-etrangers\\_4843321\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2016/01/07/en-centrafrique-les-accusations-de-viols-d-enfants-se-multiplient-contre-les-soldats-etrangers_4843321_3210.html). (Consultée le 15/03/2016).

Porgès Laurence, 2001, « Le coup d'État de mai 2001 au Centrafrique: un événement presque ignoré ». In *Afrique contemporaine*, numéro 200 : 34-49.

Ricoeur Paul, 2000, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Editions du Seuil, Points Seuil, Essais, 689.

UN, 2013, « RCA : « le Conseil de sécurité autorise le déploiement de la MISCA, avec l'appui des forces françaises ». In *Centre d'actualités de l'ONU*. [En ligne] Disponible à l'URL : <http://www.un.org> . (Consulté le 7 décembre 2013)